

Je crois que le Canada ne peut mettre ses ressources naturelles en valeur que si l'État donne des directives en ce sens et favorise le progrès en laissant aux particuliers le soin de travailler à l'exploitation effective de nos ressources. Depuis cinq ans, nous avons en Saskatchewan un gouvernement socialiste qui a promis de mettre nos ressources naturelles en valeur et aussi de fournir, sous le régime de l'étatisation, les biens nécessaires pour assurer une plus grande sécurité sociale. En entendant l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) s'élever cet après-midi fort justement contre l'injustice inhérente aux pensions actuellement versées à nos vieillards, je me suis rappelé 1944, année où le parti socialiste a promis en Saskatchewan que s'il prenait le pouvoir il exploiterait les ressources naturelles de la province de telle manière que les bénéfices réalisés assureraient un plus haut degré de sécurité sociale. En écoutant mon collègue—et j'approuve plusieurs de ses affirmations—une pensée m'est venue. En Saskatchewan, station d'expérimentation, un régime socialiste est au pouvoir et peut relever la pension de vieillesse à \$50 par mois; comment se fait-il alors qu'il ne donne pas suite aux mesures de sécurité sociale préconisées en cette enceinte? Le gouvernement socialiste de la Saskatchewan a promis d'exploiter les ressources naturelles qu'il étatiserait. Cependant, l'expérience a démontré qu'il ne peut le faire; du moins, il ne l'a pas fait jusqu'ici. Deux entreprises dans lesquelles le Gouvernement s'est lancé avec beaucoup d'espoir et force promesses ont dû cesser leur activité le 20 décembre dernier. Ceux qui y travaillaient ont été congédiés et, si l'on croit les données présentées à la Chambre récemment, plusieurs d'entre eux vivent maintenant des prestations d'assurance-chômage que leur verse le gouvernement fédéral.

L'expérience de la Saskatchewan démontre que les gouvernements sont incapables de placer suffisamment de capital de spéculation dans les entreprises hasardeuses. Les gouvernements ne peuvent, dans leur propre intérêt et dans celui de leurs citoyens, se lancer dans l'exploitation de ressources naturelles dont la mise en valeur comporte certains risques et ne rapporte souvent aucun bénéfice. C'est en décembre, je crois, que le premier ministre de la Saskatchewan, se rendant compte que son gouvernement était incapable d'exploiter les ressources naturelles étatisées, s'est rendu aux États-Unis, en vue de convaincre des particuliers à affecter des fonds à la mise en valeur des ressources de la Saskatchewan. Si le socialisme peut assurer l'exploitation de nos ressources naturelles, il

est étrange que cette exploitation, qui a lieu en Saskatchewan, exige plutôt moins que plus de socialisme.

Nous pourrions l'affirmer, sans crainte de nous tromper, l'expérience de la Saskatchewan démontre que le gouvernement ne peut mettre en valeur les ressources du pays, dont l'exploitation exige l'aiguillon de l'entreprise particulière. Notre parti estime que l'État peut fournir à l'entreprise privée l'occasion de placer le capital aventuré tellement nécessaire à la mise en valeur de nos ressources dans les régions septentrionales. Notre parti a exposé son attitude au sujet de l'exploitation de nos ressources naturelles. Notre programme définit notre attitude au sujet de l'aménagement d'un barrage et de l'expansion des travaux d'irrigation, non seulement en Saskatchewan, mais partout où cela s'impose dans l'Ouest. Voici ce qu'il dit:

Avantages de la mise en valeur des ressources naturelles

La conservation et la mise en valeur de nos vastes ressources naturelles et l'établissement d'une production industrielle maximum, donnera aux jeunes l'occasion de mettre à contribution leur éducation et leurs talents, sans compter que ces mesures mettront fin à l'exode des Canadiens désireux de s'assurer des avantages à l'étranger.

La mise en valeur de nos ressources naturelles, dont la transformation se fera au Canada, assurera l'embauchage maximum et nous permettra d'amener au Canada des immigrants soigneusement choisis, qui accroîtront et stabiliseront le marché domestique.

Notre programme, en ce qui concerne les ressources naturelles, est le suivant:

1. Aider, de concert avec les Provinces, à la conservation et à l'exploitation de nos ressources naturelles, et comme moyen d'arriver à cette fin, établir un Conseil consultatif de l'essor national.

2. Élaborer, de concert avec les provinces, un programme énergique de conservation des eaux, de repeuplement forestier, d'aménagement d'énergie, de prévention des inondations, ainsi que de vastes projets d'irrigation et de drainage en vue de la mise en valeur des terres improductives.

3. Élaborer un programme permanent d'assèchement des marais des provinces Maritimes.

9. Aider à l'établissement d'industries dans toutes les parties du Canada, afin d'assurer un meilleur équilibre de l'embauchage dans toutes les régions du pays.

Un certain discours du ministre de l'Agriculture a indiqué quelles seront les conséquences du parachèvement de cette grande entreprise en Saskatchewan. La région appelée le triangle Palliser a besoin d'irrigation. Elle comprend plusieurs des coins productifs de la Saskatchewan et quelques-uns de l'Alberta.

Depuis 1852, alors que l'expédition Palliser traversait l'Ouest du Canada, on se rend compte que cette région est assujétie à des sécheresses périodiques. Soit dit en passant, un homme que j'ai bien connu, M. John M. Moberly, de Prince-Albert (Sask.), est mort,